

# NON A LA GUERRE CONTRE LES PEUPLES

Texte de la vidéo d'introduction au débat de la fête d'octobre 2014 du NPA33.

## Plan

1. La mondialisation de la guerre...
  - ... produit de la mondialisation capitaliste
2. Et l'impérialisme français dans tout ça ?
  - En Ukraine
  - Continuité et changement dans la politique « françafricaine »
  - L'Irak, l'échec de l'impérialisme américain
3. En guise de conclusion
  - Non à la fuite en avant dans la barbarie et l'escalade guerrière

## 1. La mondialisation de la guerre...

4<sup>ème</sup> guerre en Irak, guerre civile en Syrie, conflit en Ukraine, bombardements de Gaza dans un conflit interminable en Palestine, déchirement de la Lybie, interventions militaires en Afrique, guerre permanente en Afghanistan, sans parler des tensions en mer de Chine et dans bien d'autres endroits du monde... Les conflits, les guerres se multiplient depuis quelques années, dans un enchaînement que personne ne maîtrise, construisant, crise après crise, une nouvelle image de la mondialisation. A la guerre contre les travailleurs menée par les multinationales dans tous les pays, s'ajoute la guerre contre les peuples, une mondialisation de la guerre, un monde d'instabilité et de chaos, alors que les dirigeants des grandes puissances promettaient en 1991, avec l'effondrement de l'URSS, une nouvelle ère de démocratie et de paix.

Cette situation dramatique et inquiétante nous concerne au premier plan, d'abord parce que nous sommes souvent frappés, sidérés, par la violence et la barbarie de ces guerres, et parce que l'État français, « notre » impérialisme, y prend toute sa place, parfois en première ligne, et qu'il prétend le faire « en notre nom », nous enrôler dans « l'union nationale ». C'est pour nous inacceptable.

### ... produit de la mondialisation capitaliste

Dans les années 1990-1991, entre chute du mur de Berlin et fin de la guerre froide, un nouveau monde se met en place suite à deux événements majeurs : l'effondrement de l'URSS et la Guerre du golfe menée par une coalition internationale contre l'Irak. Au cœur de l'Europe, éclatait aussi la guerre de Yougoslavie.

A la tête de l'impérialisme américain, George Bush père, annonce à l'époque un « *nouvel ordre mondial* », c'est l'expression qu'il emploie, dans lequel les Etats-Unis, qui deviennent de fait l'unique superpuissance mondiale, doivent redéfinir leur rôle. Voilà ce qu'il dit :

*« Un dictateur ne peut plus compter sur la confrontation Est-Ouest pour bloquer l'action concertée des Nations-Unies contre une agression. ... Nous sommes aujourd'hui face à un moment unique et extraordinaire. ... De ces temps troublés, un nouvel ordre mondial peut émerger : ... Une ère dans laquelle les nations du monde, Est et Ouest, Nord et Sud peuvent prospérer et vivre en harmonie. [...]. Aujourd'hui, un nouveau monde naît dans l'effort, ... Un monde où le règne du droit supplante la loi de la jungle. .... Un monde où le fort respecte les droits du faible. »* (G. H Bush, discours télévisé prononcé devant le Congrès, le 11 septembre 1990)

Cette opinion est pleinement partagée par Gorbatchev qui déclarait dans son discours de démission de président de l'URSS, fin décembre 1991 :

*« Nous vivons dans un nouveau monde : la "guerre froide" est finie, la menace d'une guerre mondiale est écartée, la course aux armements et la militarisation insensées ... sont stoppées. ... Nous sommes devenus un des piliers principaux de la réorganisation de la civilisation contemporaine sur des principes pacifiques et démocratiques... ».*

25 ans après, c'est une toute autre réalité qui s'impose.

La mondialisation a conduit à la crise, et cette crise à l'exacerbation de la concurrence entre capitalistes. Cette guerre économique débouche logiquement sur la guerre tout court, dans une spirale guerrière qui s'auto-développe. La phrase de Jaurès, « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » retrouve toute son actualité.

Effectivement un nouveau monde a émergé. Mais dans ce nouveau monde, les USA sont confrontés à de nombreux conflits, à la crise économique de la mondialisation qui provoque misère et révoltes dans de nombreux pays, confrontés aussi à la concurrence économique et politique de nouveaux arrivants, comme la Chine et la Russie, mais aussi à celle de vieux alliés comme l'Union Européenne. Ils se sont retrouvés dans l'impossibilité d'incarner le « super gendarme » du monde, le « super impérialisme », capable d'assurer à lui tout seul la stabilité du « nouvel ordre mondial ».

Ce nouvel ordre mondial, loin d'être celui de la paix et de la démocratie, est devenu celui de la mondialisation des guerres, de l'extension du chaos.

## **2. Et l'impérialisme français dans tout ça ?**

L'État français joue dans la même cour... mais pas avec les mêmes moyens. Comme toutes les autres puissances aspirant à contrôler des zones dans le reste du monde pour en tirer du profit, l'impérialisme français n'a pas d'autre alternative que « d'y aller », se battre comme un chien pour assurer les intérêts de ses multinationales. Mais, pas plus que les autres puissances européennes, il n'a les moyens de le faire seul et n'a pas d'autre solution que de se fondre dans des coalitions des puissances dites « occidentales », chapeautées par les États-Unis. Une de ces coalitions a une organisation militaire permanente, l'OTAN, créée en 1949 pour faire face à l'Union soviétique. Certes, ces coalitions peuvent paraître à géométrie variable... Mais le deal est patent : pour être l'allié de la super puissance militaire que restent les USA, il faut assumer sa part du job du maintien de l'ordre mondial...

C'est dans ce cadre que, depuis 1991, avec le choix de Mitterrand de participer à la coalition internationale de la Guerre du golfe, jusqu'à aujourd'hui, en 2014, avec la décision de Hollande d'être en pointe contre l'État islamique, l'État français a multiplié les interventions militaires et les actions dites « diplomatiques » pour tenter tant bien que mal de maintenir son influence et sa domination.

C'est dans cette logique là qu'il faut resituer l'engagement armé en Afghanistan en 2001, décidé par Chirac et Jospin, et officiellement terminé depuis 2012... bien qu'il reste toujours 500 soldats sur place.

L'impérialisme français avait fait ensuite le choix de ne pas participer à la coalition qui s'est lancée dans la deuxième guerre du Golfe. Mais il est aujourd'hui rentré dans le rang, et tente même, malgré la faiblesse de ses forces militaires, de jouer en première ligne...

En Afrique, où un demi-siècle de présence militaire et d'interventions armées ont pris la suite d'un siècle et demi de colonialisme, la mondialisation a aussi ses conséquences. L'armée française multiplie aujourd'hui les interventions tout autant pour défendre ses propres intérêts que ceux de ses alliés et concurrents occidentaux face aux multinationales des pays émergents.

En Afrique du Nord et au Moyen Orient, Sarkozy a pris les devants, utilisant le prétexte de « l'ingérence humanitaire » si chère à BHL... pour appuyer militairement en Libye le renversement du dictateur Khadafi qui avait financé sa campagne, afin surtout de juguler la révolte populaire...

Avec les mêmes arguments, et le même BHL, Hollande prêchait il y a quelques mois pour une intervention en Syrie contre le dictateur Bachar El Assad, sans succès cette fois.

Il a remis ça contre l'offensive de l'Etat Islamique en Irak en accueillant à Paris le 14 septembre dernier la Conférence pour construire la coalition et en étant parmi les premières puissances à bombarder le territoire contrôlé par EI.

Les initiatives du va-t-en guerre Hollande s'accompagnent d'une vague de propagande, reprenant en boucle la thèse de la « lutte contre le terrorisme », lancée par Bush fils en 2001. Il s'agirait de « *défendre les populations désarmées face à la barbarie* », d'affronter le spectre du djihad...

Les dirigeants impérialistes n'ont certes pas beaucoup d'efforts à faire pour construire derrière eux « l'union nationale », en instrumentalisant la colère provoquée par la barbarie insupportable des « djihadistes ».

Cela n'empêche pas ces hypocrites de légitimer une barbarie tout aussi insupportable : celle des bombardements, de l'aviation, des missiles, des drones, des infanteries blindées qui massacrent des populations entières au nom de

cette prétendue lutte contre le terrorisme, comme l'armée israélienne cet été à Gaza. En Palestine, l'impérialisme français soutient depuis des décennies la politique coloniale et l'apartheid israélien, y compris dans les bombardements récents de Gaza, tout en ayant essayé depuis des années d'apparaître comme l'ami des Palestiniens... Au vu des slogans des manifestations de cet été « *Israël assassin, Hollande complice* », le mensonge fait long feu...

En Ukraine, enfin, la présence de la France peut paraître moins évidente, mais elle est bien réelle. Le chef de guerre Hollande est engagé, aux côtés des autres pays européens et des USA dans le cadre de l'OTAN, dans ce qu'ils appellent, avec le relais actif des médias, la « *défense de la démocratie et de l'intégrité territoriale face aux visées expansionnistes de la Russie de Poutine* ».

## En Ukraine

Les visées de Poutine sont incontestablement expansionnistes... Mais sont-elles différentes de celles de ses adversaires ? Et quel genre de démocratie prétendent-ils défendre ?

Poser ces questions, c'est y répondre...

L'Ukraine, deuxième pays d'Europe par la surface, placée entre l'Union européenne et la Russie, dispose de ressources alléchantes : importantes mines de fer et de charbon dans la région du Donets, à l'Est, près de la frontière russe ; immense territoire agricole très fertile à l'Ouest, qui a valu à l'Ukraine le titre de « grenier à blé de la Russie ». Ce « grenier à blé » est aujourd'hui dans le collimateur de grands groupes agroalimentaires qui voudraient en faire « la ferme industrielle de l'Europe » ; importantes réserves de gaz de schiste découvertes récemment et qui ont fait l'objet d'accords d'exploitation entre le gouvernement ukrainien et des compagnies pétrolières occidentales, entrant directement en concurrence avec la Russie, principal producteur de gaz de la région.

L'Ukraine s'est développée, depuis le 17<sup>ème</sup> siècle, comme entité de l'empire des tsars avant de devenir, en 1922, une république de l'URSS. Ses frontières n'ont cessé d'évoluer au gré des rapports de force entre grandes puissances, au gré aussi des lubies du pouvoir stalinien, rassemblant une mosaïque de peuples. L'hétérogénéité qui en résulte s'exprime en particulier sur le plan de la langue, ukrainien ou russe, et par l'existence d'une forte présence de russes dans certaines provinces.

A la chute de l'URSS, en 1991, l'Ukraine est devenue un État indépendant, mais a conservé d'importants accords de coopération économique avec la Russie. Accords militaires, également, la Russie ayant besoin, pour que sa flotte de guerre puisse accéder à la Méditerranée, de conserver ses bases navales sur la Mer Noire, en particulier à Sébastopol. Pour mémoire, c'est à Odessa, port Ukrainien, que s'est déroulée, en 1905, la mutinerie du Potemkine...

Mais cette indépendance a été aussi le signal d'une offensive des impérialismes européens et US pour la mainmise sur les richesses du territoire. Il s'agissait de contrebalancer l'influence russe, de favoriser l'implantation des multinationales occidentales sur le sol ukrainien.

La Russie a riposté aux offensives de l'ouest avec l'arme du gaz. L'Ukraine est totalement dépendante des livraisons de gaz russe. Elle est aussi le point de passage d'une multitude de gazoducs qui le distribuent au reste de l'Europe. Fermer les robinets du gaz vers l'Ukraine, c'est faire pression sur son gouvernement ainsi que sur ses soutiens européens. Et le pouvoir russe ne s'est pas privé de jouer les sentiments pro-russes de toute une partie de la population, en particulier dans les zones industrielles de l'Est, contre le nationalisme ukrainien.

Ces affrontements inter-impérialistes se sont traduits, au fil des ans, par une multitude de crises politiques. Elles viennent de franchir un cap avec la crise de novembre 2013, qui a débouché sur une véritable guerre civile.

Le déclencheur en a été la décision du président Viktor Ianoukovytch de ne pas signer un accord d'association avec l'Union européenne qu'il avait pourtant lui-même contribué à écrire. Le mouvement qui s'est alors mis en branle, l'Euromaïdan, a abouti à la fuite de Ianoukovitch en février 2014 et à la constitution du gouvernement dit « pro-européen » de Arseni Iatseniouk.

L'Euromaïdan, c'est d'abord l'expression d'une immense révolte sociale, ras-le-bol des populations face à un gouvernement corrompu, colère devant un espoir déçu : bien des manifestants attendaient de l'accord avec l'UE un allègement de leurs conditions de vie, profondément dégradées par la crise économique dans laquelle est plongé le pays.

Mais il a été aussi le terrain de manœuvre et d'intervention armée des groupes paramilitaires d'un parti nationaliste antirusse se revendiquant du nazisme, Svoboda - « Liberté » en ukrainien, qui a profité du mouvement pour accéder au pouvoir. Plusieurs de ses membres sont aujourd'hui ministres, et à des postes clés : premier ministre adjoint, Éducation, Écologie et Ressources naturelles, Politique agricole et Alimentation, Défense...

Quant au premier ministre, Iatseniouk, ancien directeur de la banque nationale ukrainienne, et au président Porochenko, ce sont des libéraux réactionnaires notoires, et leur gouvernement aligne les mesures de répression et d'austérité contre cette même population dont la révolte les a portés au pouvoir.

C'est cette « démocratie » que soutiennent les « démocrates » occidentaux...

La mise en place de ce gouvernement a déclenché une réaction de séparatisme « pro-russe » dans les provinces de l'est, encouragée par la Russie. Dès la fin février, la Crimée - ancienne province russe « donnée en cadeau » à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954 - proclamait son indépendance, puis votait son rattachement à la Russie... D'autres provinces frontalières de la Russie, comme dans le Donbass, organisaient des référendums d'autodétermination.

Le gouvernement de Kiev, qui n'avait rien pu faire pour s'opposer à la séparation de la Crimée, a répondu à ces référendums par la répression. La situation a tourné à la guerre civile, opposant l'armée ukrainienne aux bandes armées de séparatistes pro-russes, soutenues militairement par la Russie.

Cette guerre civile, qui aurait fait plus de 3000 morts, dont plus de 300 depuis une pseudo trêve signée le 5 septembre, est ainsi, pour une bonne part, le produit d'un quart de siècle d'affrontements indirects entre la coalition américano-européenne et la Russie pour le contrôle des richesses de l'Ukraine.

Jusqu'à plus ou moins caché, cet affrontement entre grandes puissances s'est ainsi révélé au grand jour. Et il a franchi un cap, dans une escalade à la fois économique, avec les sanctions décidées par les puissances occidentales contre la Russie, et guerrière. Tandis que les troupes russes soutiennent ouvertement les séparatistes pro-russes, un sommet de l'OTAN, auquel était invité le président ukrainien Porochenko et dans lequel Hollande paraissait aux côtés d'Obama, Merkel et Cameron, décidait le 5 septembre de renforcer son implantation dans les Balkans, avec l'objectif déclaré de faire face aux « tentatives de déstabilisation des Balkans par la Russie ». Une escalade qu'aucun des protagonistes n'est en mesure de maîtriser...

### **Continuité et changement dans la politique « françafricaine »**

En Afrique, les interventions françaises actuelles au Mali et en Centre Afrique s'inscrivent dans la continuité d'une politique inaugurée au début des années 1960, à l'indépendance des colonies africaines.

Vaincu en Indochine, incapable de maintenir sa domination dans le Maghreb, l'impérialisme français, via De Gaulle, avait alors essayé de sauver les meubles en assortissant l'indépendance d'accords de coopération économiques et militaires.

Maintien sur place de bases militaires françaises ; monnaie, avec le franc CFA, contrôlée par la Banque de France, puis par la BCE, toujours présent dans 14 pays ; accords garantissant l'exploitation des richesses par les entreprises françaises ; aides financières assorties de l'obligation d'acheter des produits français... cette mainmise maintenue, c'est la « Françafrrique », un système directement piloté par la présidence de la République, avec ses barbouzes et ses conseillers auprès des chefs d'État africains, pour garantir aux entreprises françaises la continuité du pillage.

Et tous les coups sont permis : corruption des dirigeants politiques à grande échelle, comme l'a révélé l'affaire Elf en 1994 ; manœuvres pour faire pression sur les gouvernants récalcitrants, en fomentant et soutenant des rébellions, avec des conséquences terribles pour les populations, comme le génocide du Rwanda, en 1994 ; à quoi il faut ajouter une multitude d'interventions militaires directes, sous des titres divers : « évacuation des étrangers à la suite de violences », « interventions visant à soutenir le pouvoir », « intervention humanitaire ou de maintien de la paix »...

Aujourd'hui, c'est au nom de la protection des populations maliennes contre les djihadistes du Sahel que les troupes françaises interviennent au Mali depuis janvier 2013. En Centre Afrique, c'est au nom du soutien du pouvoir du président Bozozé face à la menace de la rébellion Séleka qu'elles interviennent, depuis décembre 2013.

Hollande, qui s'était pourtant vanté d'y mettre un terme, assume parfaitement cette continuité de la politique « françafricaine », bien que le contexte ait beaucoup évolué depuis ses débuts.

En Afrique comme ailleurs, avec la mondialisation de l'économie, l'ouverture des marchés, il est devenu impossible à l'impérialisme français de maintenir son monopole de l'exploitation de son ancien pré-carré. Impossible de

s'opposer à la concurrence que lui font les autres puissances, États-Unis, autres pays européens, Japon, Russie, Chine, Inde, Brésil... A titre d'exemple, il n'y a pas si longtemps, Areva avait le quasi-monopole de l'exploitation de l'uranium du Niger. Elle doit partager aujourd'hui le pactole avec une multitude de concurrents.

Les gouvernements locaux trouvent dans cette concurrence les moyens de prendre une certaine indépendance par rapport à l'ancien colonisateur, ce qui impose de nouvelles stratégies aux entreprises, contraintes de négocier directement leurs accords de concession avec les dirigeants locaux.

Ainsi, les grands patrons français, Bouygues, Bolloré, Areva, Vinci et les autres, ne peuvent toujours pas se passer de l'intervention de leur État pour les soutenir dans la double guerre qu'ils mènent : guerre contre les peuples pour maintenir leur asservissement, guerre contre leurs concurrents impérialistes.

C'est pourquoi Hollande utilise ce qu'il reste d'influence politique et d'implantation militaire en Afrique pour tenter de garder la main. Il se pose pour cela en représentant de la coalition des impérialismes occidentaux, partenaires obligés bien que concurrents. Il revendique la légitimité de ses interventions en se couvrant des mandats de l'ONU et se débrouille pour associer à ses opérations des troupes africaines « alliées », qui, placées en première ligne, moins bien armées et entraînées que les troupes françaises, sont les principales victimes des combats.

Dix soldats africains sont morts récemment au Mali suite à une attaque de ces djihadistes que Hollande et le Drian nous disaient avoir vaincus. Ils sont l'illustration macabre de la spirale guerrière dans laquelle l'impérialisme est entraîné.

L'intervention de mars 2011 en Lybie, menée par Sarkozy pour soi-disant sauver du massacre les populations insurgées et renverser Kadhafi, en réalité pour stopper la révolution populaire en cours, est une illustration claire de cette fuite en avant. La chute de Kadhafi a eu pour conséquence la dissémination de toute une partie de l'arsenal libyen et la disparition de toute trace d'État dans le sud du pays. Cet arsenal arme aujourd'hui les djihadistes du Sahel, qui trouvent au sud de la Libye les bases arrière leur permettant de poursuivre leurs actions militaires.

Face à cela, le pompier pyromane Hollande n'a pas d'autre solution à proposer... qu'une nouvelle intervention en Libye !

### **L'Irak, l'échec de l'impérialisme américain**

En Irak, c'est cette même folie des pompiers pyromanes qui conduit aujourd'hui à une 4<sup>ème</sup> guerre en 34 ans. L'enjeu principal de ces guerres est incontestablement le contrôle des ressources pétrolières gigantesques de la région. C'est aussi le maintien de l'ordre indispensable pour pouvoir exploiter les gisements.

Depuis le début des conquêtes impérialistes au 19<sup>ème</sup> siècle, le Moyen Orient est l'enjeu de conflits entre grandes puissances. Et les frontières actuelles sont en réalité le résultat des tripatouillages inter-impérialistes issus des rapports de forces établis à la fin de la guerre de 14-18, le fameux Traité de Versailles où les vainqueurs s'étaient reparti les territoires entiers, au mépris des populations qui y vivaient.

Au cours des années 70 et 80, les grandes puissances ont coopéré avec Saddam Hussein, un dictateur qu'elles estimaient suffisamment fort et servile pour assurer l'ordre localement. Elles avaient besoin de relai dans le monde arabe, ne pouvant compter uniquement sur l'État d'Israël pour cette fonction. Elles ont soutenu et financé Hussein, notamment pendant la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe, entre l'Irak et l'Iran, de 1980 à 1988, une guerre qui a fait près de 1 million de victimes.

Un dictateur que les grandes puissances se sont mises à combattre, lorsqu'il a commencé à prendre des initiatives inacceptables pour elles, comme l'occupation du Koweït en août 1990. Pour les puissances impérialistes, il n'était pas question de laisser Saddam Hussein faire la démonstration qu'une puissance locale pouvait impunément imposer son ordre dans une région du monde aussi vitale pour l'économie mondiale.

En janvier 1991, la coalition de 34 pays, dont la France, dirigée par les USA, déclenche la guerre et oblige en quelques semaines Hussein à retirer ses troupes du Koweït. Le conflit fait 100 000 victimes côté irakien, et 240 côté coalition. Mais la punition ne s'arrête pas à cette « Tempête du désert ». Un embargo est ensuite imposé à l'Irak. Pendant douze ans, le pays ne peut plus importer d'alimentation, de médicaments, ni exporter de pétrole. Les souffrances sont terribles pour la population qui comptera bien plus de morts du fait de l'embargo que pendant la guerre.

Saddam Hussein, resté au pouvoir, durcit sa dictature, provoque des oppositions entre communautés chiites, sunnites, kurdes, et organise lui-même de véritables massacres.

En 2001, suite aux sinistres et monstrueux attentats du 11/09, les néoconservateurs à la tête des USA, avec George Bush fils, définissent une nouvelle doctrine tout aussi monstrueuse : « *le choc des civilisations* », « *le Bien contre l'axe du Mal* », avec pour moyens « *la guerre sans limite* » et le « *chaos destructeur* », ce sont leurs expressions, pour asseoir la domination des USA sur l'ensemble du monde.

Personne n'a jamais pu prouver que l'Etat irakien ait une quelconque responsabilité dans les attentats, ni de liens avec Al Qaida, mais l'Irak a été désigné comme élément clé de « l'axe du mal » et les USA décident d'une nouvelle guerre en 2003, pour renverser Saddam Hussein.

Cet objectif est facilement atteint mais la nouvelle coalition s'est retrouvée dans l'incapacité de contrôler la situation, incapable d'assurer stabilité, paix et démocratie dans ce pays ravagé par la guerre, la misère, les souffrances de toute la population et l'oppression des minorités.

Depuis 2003, l'enchaînement des faits semble conduire tout droit à la catastrophe actuelle. Après le renversement de Saddam Hussein qui s'appuyait notamment sur la forte minorité sunnite du pays (environ 35% de la population), il a fallu attendre deux ans avant que des élections soient organisées. Elles ont d'abord amené au pouvoir en avril 2005 un président kurde, qui accordera une autonomie au Kurdistan Irakien, puis une majorité chiite aux élections législatives. Dès 2006, des attentats contre des lieux de culte chiite provoquent des affrontements qui vont durer près de deux ans et font des dizaines de milliers de morts. Les élections de 2010 entérinent le chaos du pays, ne donnant aucune majorité pour diriger le pays. C'est dans ce contexte d'instabilité générale que commence le retrait des forces armées britanniques et américaines qui s'achève à la fin de l'année 2011 et qui, de fait, laisse la place à une aggravation de la crise politique et aux affrontements entre cliques concurrentes pour le pouvoir.

En cette année 2011, cherchant à masquer l'échec total de l'intervention américaine en Irak, Obama, qui avait été élu contre la politique de Bush, assume en réalité sa continuité. Il déclare lors de la cérémonie du 10<sup>ème</sup> anniversaire des attentats : « *Nous avons pris le dessus sur Al-Qaïda comme jamais auparavant. Au cours des deux dernières années, plus de chefs d'Al-Qaïda ont été éliminés que jamais depuis le 11 Septembre. Et grâce au courage et au talent de nos forces, justice a été faite avec la mort d'Oussama Ben Laden* ».

Des rodomontades qui ne pouvaient cacher qu'en Irak, toutes les conditions d'une nouvelle catastrophe s'étaient mises en place.

L'Etat islamique est une de ces cliques qui s'est développée dans cette situation de chaos. Issus de groupes se revendiquant d'Al Qaida dans les années 2000, recrutant les déclassés et les désespérés d'un pays invivable, récupérant de l'armement américain disséminé par une armée irakienne instable et corrompue, trouvant l'appui de Bachar El Assad en Syrie qui pensait pouvoir les utiliser contre le mouvement populaire qui essayait de le renverser. Aidé sans doute en sous-main par l'Etat turc qui voyait en eux un bon moyen d'affaiblir les forces kurdes. Et financé aussi par des riches donateurs privés du Golfe qui comptait sur cette force se réclamant du sunnisme pour affaiblir le pouvoir chiite en Irak.

Le groupe Etat islamique a pu s'appuyer aussi sur la revente plus ou moins clandestine de pétrole pris dans les territoires irakiens qu'il a commencé à contrôler. Une zone qui à la fin de l'été 2014 était à peu près de la taille de la Belgique, où vivent près de 9 millions de personnes et où ce groupe armé assure les fonctions d'un Etat, la gestion et la direction des villes, dont certaines grandes comme Mossoul (2<sup>ème</sup> ville d'Irak, 1,5 millions d'habitants), le contrôle des ressources... Un Etat qui persécute et massacre les minorités qui le gênent (chrétiens, chiites, kurdes...).

Une politique de terreur, dont les exécutions filmées d'otage font partie, pour effrayer et imposer une politique ultra-réactionnaire proclamée par son porte parole : « *Musulmans, rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et autres déjections de l'Occident, revenez à votre religion* ». La réponse symétrique à la proclamation de « *la guerre de civilisation* » faite par Bush quelques années plus tôt.

La logique expansionniste de cette bande d'hommes armés contrôlant un territoire, c'est-à-dire d'un Etat dans sa définition la plus simple donnée par Engels, déstabilise toute la région et conduit à une nouvelle guerre pour que les puissances impérialistes, alliées aux puissances voisines, Iran, Turquie, Arabie Saoudite, ne perdent pas le contrôle sur ce qui reste, au final, l'enjeu essentiel : le pétrole.

### **3. En guise de conclusion**

Ce rapide survol de quelques-uns des conflits en cours révèle partout les mêmes mécanismes, la même logique de domination de puissances impérialistes qui veulent s'assurer le contrôle de ressources, souvent énergétiques, mais aussi minières et agricoles. Domination aussi pour s'assurer le contrôle de marchés, de débouchés pour leur

économie, il ne s'agit pas seulement de prendre des richesses, mais aussi de revendre des productions dans ces territoires. Bref, une domination des Etats les plus faibles pour en faire des affidés et des clients.

Et les méthodes pour y parvenir sont toujours les mêmes. Accords passés avec les gouvernements locaux pour les contrats d'exploitation. Face à la concurrence des autres impérialismes, une progression dans les moyens de pression utilisés : corruption, pressions politiques, avec éventuellement instrumentalisation des oppositions existant au sein des populations (ethniques, religieuses) jusqu'à fomenter et financer des rébellions armées, et puis s'il le faut, menaces d'interventions militaires, interventions militaires directes...

Pour justifier et tenter de camoufler un peu ces politiques de rapines, les arguments de la propagande peuvent évoluer... En 1991, les grandes puissances se revendiquaient des résolutions de l'ONU, des « *droits de l'homme* » et de « *la défense de la démocratie* ». Depuis 2001, c'est l'argument de « *la lutte contre le terrorisme* » qui a pris le relais, aujourd'hui renommée « *lutte contre la barbarie djihadiste* », lutte « *pour l'intégrité territoriale* ». Et si Obama a tenté quelques temps, dans son discours du Caire, de tourner la page de « *la guerre de civilisation* », en parlant d'« *un nouveau départ* » dans les relations avec les Etats musulmans, c'est pour mieux y revenir ensuite. Noam Chomski avait raison d'écrire qu'il s'agissait pour Obama de « *ne pas dire grand chose sur le fond, mais en le faisant d'une manière si séduisante qu'elle permet à ceux qui l'écoutent de lire sur la page ce qu'ils veulent entendre* ».

Sur le terrain des justifications, l'impérialisme français, de Mitterrand à Hollande en passant par Chirac et Sarkozy, n'a fait que suivre et répéter cette partition à sa manière.

### **Non à la fuite en avant dans la barbarie et l'escalade guerrière**

Face aux conséquences terribles des situations de guerre, un mouvement anti-guerre a commencé à se construire, dès la guerre du Golfe en 1991, dénonçant les interventions militaires et l'hypocrisie de la propagande officielle pour la justifier. Ce mouvement a connu son apogée, jusqu'à maintenant, le 15 février 2003, avec des millions de personnes manifestant dans plus de 600 villes du monde entier.

Ce mouvement qui a été le plus fort dans les pays les plus engagés dans la guerre d'Irak en 2003, a largement contribué aux USA à la défaite du Parti républicain au profit d'Obama.

C'est ce mouvement populaire, souvent fort dans la jeunesse, qui permet de briser les consensus des partis gouvernementaux et des médias dominants, la trop fameuse « *union nationale* » pour faire taire, au nom de l'indignation devant la souffrance des victimes des terroristes. Ces tentatives de museler les critiques s'accompagnent de lois anti-libertés bien concrètes, Patriot Act aux USA, lois antiterroristes en France.

Au sein du mouvement antiguerre, alors que beaucoup se réclament du « *droit international* » et de l'ONU, les anticapitalistes font entendre la défense du « *droit des peuples* », la solidarité internationaliste. Ils militent pour faire comprendre que l'ONU et le droit international actuel ne sont en réalité que le paravent des intérêts des plus forts, des grands impérialismes. Pour faire comprendre aussi que la guerre contre les peuples est indissociablement liée à la guerre contre les travailleurs menée par les multinationales dans le monde entier.

La seule façon d'empêcher que les interventions militaires passées débouchent sur de nouvelles interventions qui ne font qu'aggraver les choses, qui ne font que préparer l'étape suivante de l'escalade guerrière et de la barbarie, c'est de s'opposer à « *l'union nationale* », à notre propre impérialisme, à notre propre Etat fauteur de guerre. C'est ce qu'on fait récemment des manifestations en Russie contre l'expansionnisme de Poutine en Ukraine. C'est ce qui commence aussi à s'affirmer en France, quand dans les manifestations de cet été pour soutenir le peuple palestinien la complicité de Hollande et de l'Etat français a été clairement dénoncée.

Dire non à la fuite en avant guerrière, c'est aussi poser la perspective d'un monde débarrassé de ce qui est à la source des conflits, la concurrence économique pour s'appropriier les richesses et contrôler les territoires, la perspective de lutter pour un monde débarrassé du capitalisme.

Un vieux slogan du mouvement ouvrier, « *Socialisme ou Barbarie* », avait été utilisé par Rosa Luxembourgeois au cœur de la guerre de 14-18. Cent ans après, au moment où la mondialisation devient une mondialisation de la guerre, et pour les mêmes raisons, l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste pour le contrôle des richesses mondiales, ces quelques mots gardent toute leur actualité.